



RAPPORT SUR LA MISSION DE L'INTERNATIONALE SOCIALISTE AU VENEZUELA

20-23 JANVIER 2010

Rapport sur la mission de l'Internationale Socialiste au Venezuela
20-23 janvier 2010

Une mission de l'Internationale Socialiste a été effectuée à Caracas du 20 au 23 janvier 2010 menée par son secrétaire général Luís Ayala, et composée de Peggy Cabral du PRD de République dominicaine, Renée Fregosi du PS français, Paulina Lampsá du PASOK de Grèce, Emilio Menendez del Valle du PSOE Espagne et Jesús Rodríguez de l'UCR Argentine.

Les membres de la mission ont réalisé une série de rencontres avec :

- les Partis membres de l'IS ou proches de l'organisation : AD, MAS, PODEMOS et UNT ;
- l'ensemble des Partis membres de la *Mesa de Unidad Democrática* : le groupe mentionné ci-avant ainsi que le ABP, COPEI et *Primero Justicia* ;
- les représentants de l'Église catholique : le cardinal Jorge Urosa Savino, archevêque de Caracas et d'autres membres de la Conférence épiscopale
- le Recteur de l'Université centrale du Venezuela, Cecilia García Arocha ;
- les organisations estudiantines de l'Université centrale du Venezuela ;
- les dirigeants des centrales syndicales CTV et FUT, et les syndicats de la Presse SNTP et FIP ;
- des entrepreneurs et dirigeants de l'organisation patronale FEDECAMARA ;
- des personnalités de gauche telles que Teodoro Petkoff et d'autres intellectuels ;
- des représentants des grands médias (des quotidiens El Nacional, El Universal et Ultimas-Noticias, et de quelques radios et chaînes de TV privées), parmi lesquelles Globovisión ;
- des représentants d'organisations de défense des Droits de l'Homme et des familiers de prisonniers politiques ;
- des représentants de la plateforme d'ONG *Alianza para la Democracia* ;
- le groupe de réflexion international de la *Mesa de Unidad Democrática*.

Les membres de la mission ont donné une conférence de presse réunissant un grand nombre de médias, de la presse écrite notamment. Les membres sont allés observer les deux manifestations qui avaient lieu le samedi 23 janvier en commémoration du

52ème anniversaire de la chute de la dictature de Marcos Pérez Jiménez : manifestation de l'opposition d'une part, et de l'officialisme d'autre part. Par ailleurs, les membres de la mission ont eu individuellement des entretiens privés avec des Vénézuéliens figurant parmi leurs contacts, ainsi qu'avec des diplomates et résidents étrangers. Malgré des demandes formulées lors des préparatifs de la mission et réitérées plus tard, tout au long du séjour, la mission a déploré l'impossibilité à laquelle elle a dû faire face de rencontrer des représentants du parti au pouvoir, le PSUV, et de la majorité présidentielle à l'Assemblée Nationale.

A partir des rencontres, réunions et entretiens avec les différents acteurs de la vie politique et sociale nationales, la mission a mené une réflexion collective (ponctuée régulièrement par des séances de travail entre les seuls membres de la mission) dans une profonde communauté d'esprit et une convergence de vues remarquable. Ainsi un accord a été trouvé, et ce rapidement, quant à l'expression ferme mais indépendante que devait avoir la mission vis-à-vis de ses interlocuteurs.

L'IS était présente pour observer et écouter les acteurs de la vie publique vénézuélienne dans le but de préciser sa propre vision de la situation de la démocratie dans le pays. Il ne s'agissait en aucun cas d'avoir un a priori quant au gouvernement du Président Chávez ni d'entrer dans les polémiques et la dynamique polarisante de la vie politique locale. Cela, tout en réaffirmant les valeurs de l'IS et notre définition du socialisme démocratique : démocratie représentative, élections justes et transparentes, recherche du consensus social, respect de l'opposition politique et des minorités, garantie de la liberté d'expression et de toutes les libertés publiques et individuelles sur lesquelles se fondent les démocraties modernes, la justice sociale, la régulation des États, la solidarité internationale. La presse écrite a couvert très largement et avec beaucoup de rigueur la présence et les déclarations de la mission.

Dans l'ensemble de ses déclarations, le porte-parole de la mission, Luís Ayala a exprimé son espoir et son optimisme à voir le Venezuela retrouver le chemin de la paix sociale grâce à une large participation citoyenne aux prochaines élections législatives de septembre 2010.

A l'occasion de ces élections, l'opposition a annoncé la présentation dans chaque circonscription de candidats uniques dont les noms seront connus courant avril. Le thème de l'élection prochaine a constitué un des axes forts de la mission : la nécessité des efforts en vue d'obtenir des accords entre les différents acteurs politiques, la mise en place de dispositifs solides de contrôle électoral et d'observation ; mais elle a aussi été l'objet d'inquiétudes, d'une part quant au tout nouveau découpage électoral effectué au détriment de l'opposition, et d'autre part aux possibilités de nouvelles mesures pouvant entraver le droit d'expression des citoyens.

En effet, l'appropriation du dispositif législatif est un instrument clé dans la pratique gouvernementale afin d'assurer son propre maintien au pouvoir. Dans tous les domaines de son intervention directe, le Président Chávez veille à légaliser son

action : des lois nouvelles sont promulguées par un Parlement à la majorité écrasante. Sont ainsi légalisées des procédures d'expropriation (entreprises, banques, moyens de communication, propriétés foncières), des créations de nouvelles entités administratives (au niveau des ministères, des provinces, des municipalités), représentatives (syndicats, organisations patronales, étudiantes) et citoyennes (comités de quartiers, d'entreprises, d'administrations publiques) et bien sûr de nouvelles mesures en matière électorale, judiciaire et administrative. Une partie de ces nouvelles lois contreviennent à la Constitution approuvée par l'Assemblée Nationale, avec une majorité absolue de l'officialisme.

Cette façon d'imposer légalement la volonté du Président Chávez a été soulignée par l'ensemble des interlocuteurs de la mission. Un autre fait marquant consiste dans la coïncidence des propos des différents acteurs sociaux entendus par la mission : les redoutables instruments d'un mécanisme autoritaire d'un nouveau type, d'une *democradura* (gouvernement d'origine démocratique exerçant en réalité le pouvoir de manière autoritaire) moderne, ont été décrits de façon récurrente et convergente tout au long des réunions et entretiens effectués par les membres de la mission. Les expressions : « routine autoritaire », « criminalisation de la contestation », « constitutionnalisme révolutionnaire », « insécurité et impunité », « terreur et corruption », reviennent fréquemment dans les exposés.

A l'intérieur du fractionnement systématique des structures administratives et sociales, le pouvoir tolère certains espaces de liberté : réduits par leur nombre et leur extension, et surtout, limités à des secteurs qui ne touchent pas le grand public, les masses populaires et les couches les plus pauvres de la société. Ainsi, la presse écrite, qui s'adresse essentiellement aux intellectuels et à une partie restreinte de la classe moyenne, octroie une liberté d'expression surprenante, toutefois surveillée de près et toujours sous la menace d'une rupture de stock de papier dont le gouvernement s'est arrogé le contrôle de la distribution (parmi toute une série de produits et services stratégiques tels que le pétrole, l'électricité, la sidérurgie, la construction, l'agro-industrie, les télécommunications et le secteur bancaire).

Si les activités de la société civile et de l'opposition politique ne sont pas catégoriquement interdites, elles font face à un contrôle et une limitation dues particulièrement à une sorte d'autocensure installée sous la menace permanente des attaques verbales du Président et des représentants du pouvoir, et physique de la part de groupes paramilitaires, certains manifestement aux ordres du pouvoir, d'autres débordant le président « sur sa gauche » et échappant à son contrôle immédiat. Les violences dont sont victimes régulièrement l'Université centrale de Caracas et d'autres universités, tentant de préserver la mission de formation professionnelle de haut niveau et de l'esprit critique des jeunes générations, sont à cet égard tout à fait représentatives du climat d'insécurité et de peur diffuse qui règne dans le pays.

Comme le signale un manuel de formation des travailleurs publié par un syndicat officialiste : « la violence est le moyen de mise en œuvre des sociétés modernes (selon Marx) ». Violence, menace, intimidation, insécurité, incertitude,

instabilité des lois et des procédures constituent le cadre de la société actuelle. Cela n'a pas seulement des conséquences sur la vie privée des gens ainsi que sur la vie citoyenne et politique, mais également sur l'activité économique nationale.

Il ressort en effet qu'une gestion centralisée arbitraire et souvent incompétente a produit des résultats désastreux au niveau économique, avec des répercussions sociales graves, notamment pour les plus pauvres. Avec 30% d'inflation en 2009, le Venezuela atteint le taux le plus élevé du continent ; avec 15% du PIB, la production de biens manufacturés est en chute constante ; depuis fin 2008, le pays est en récession de plus en plus accentuée ; le secteur industriel a perdu 36% de ses entreprises d'où résulte une diminution proportionnelle des emplois dans ce domaine; les revenus du pétrole alimentent largement les importations et les placements de capitaux à l'étranger. Enfin, la dernière dévaluation, a divisé par deux l'épargne et les revenus des Vénézuéliens.

Dans la gestion globale du pays, il est déplorable de constater un manque de concertation et la prévalence d'une logique de confrontation touchant l'ensemble des secteurs de la société. D'autre part, sur le plan international, la politique de confrontation avec la Colombie voisine d'une part, et l'importation des conflits du Moyen-Orient d'autre part, sont vécus comme des risques sérieux de déstabilisation régionale et de menace pour la paix.

Enfin, de nombreux interlocuteurs ont évoqué les responsabilités et failles du système précédent qui ont ouvert la voie à la situation actuelle.

Face à cette réalité, l'Internationale Socialiste et ses partis membres ont un devoir inéluctable de solidarité avec la gauche politique et sociale du Venezuela.
